

La puissance ouvrière est dans les usines,

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 361

JEUDI 21 MAI 1953

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3^e Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE
ANARCHISTE

non dans les GOUVERNEMENTS

Coup de force fasciste de la D.S.T.

TANDIS que les assassins de Ferhat Hached courent toujours, protégés par les colons, chaque jour des militants du Néo-Destour sont jetés dans les prisons de la République. Quoi qu'en pense M. Rousset ces prisons sont déjà pleines et les forces de « l'ordre » se demandent où elles vont mettre les nouveaux détenus. Les militants arrêtés sont inculpés du seul chef : « d'association de malfaiteurs ». L'Etat ne peut les accuser autrement n'ayant aucune preuve contre eux. Les arrestations arbitraires se succèdent à une cadence accélérée après la cuisante défaite infligée aux colons lors des élections municipales truquées.

« Association de malfaiteurs » : les anarchistes eux aussi ont souvent été arrêtés pour ce motif. On cherche toujours à discréditer les mouvements révolutionnaires par ce moyen quand on ne peut pas faire autrement, quand on n'a pas d'arguments contre eux, quand on se sent mauvaise conscience.

Lorsque Ferhat Hached a été assassiné aucune enquête sérieuse n'a été

entreprise malgré la pression populaire, malgré la grève admirable de l'U.G.T.T. Il n'en a pas été de même lorsqu'il s'est agi du bourgeois Kastally abattu peu avant la grande foire électorale coloniale. Alors la « justice » est entrée aussitôt en action. Un mandat d'amener a été lancé aussitôt contre Masmoudi, arrestation que nous relatons dans cette page. Délégué du Néo-Destour, celui-ci avait essayé de renseigner les Français sur les « réalités tunisiennes », sur les activités des fascistes coloniaux. Respectant la légalité —

pouvait-il faire autrement ? — Masmoudi avait alerté les parlementaires en leur demandant d'envoyer une commission d'enquête en Tunisie pour constater la grande duperie des élections communales. Nos députés n'ont pas répondu à cette requête. On se souvient que les Tunisiens unanimes se sont abstenus et on vient nous raconter encore après cela qu'il y a là-bas une poignée de malfaiteurs qui se spécialisent dans leur meurtre gratuit... Il n'y a pas, répétons-le, une poignée de malfaiteurs mais tout un peuple qui en a assez d'être exploité

et qui veut en finir une fois pour toute avec ses bourreaux.

En même temps que Masmoudi, Hedi Nouria, secrétaire adjoint du Néo-Destour, gardé à vue à son domicile jusqu'à présent, les deux frères de Salah ben Youssef et bien d'autres encore ont été arrêtés. Ils sont tous compromis dans l'assassinat de Kastally ! Tout le peuple tunisien est compromis !

Mais le gouvernement a beau brimer, arrêter, condamner ; le Néo-Destour continue tout de même. Sa force, c'est toute la force d'un peuple uni. Sa force devient plus active chaque fois qu'un militant est arrêté.

Les mots d'ordre, colportés de bouches à oreilles dans les quartiers arabes, font vite le tour du pays et l'action s'engage irrésistible. Les travailleurs tunisiens, tous solidaires, ne peuvent s'arrêter en chemin. Les colons doivent tenir compte de ce fait et comprendre qu'ils n'auront pas le dernier mot. Les travailleurs du monde doivent aider le prolétariat tunisien qui donne l'exemple d'une grande maturité révolutionnaire.

M. MALLA.

LES TRAFIQUANTS DE LA PIASTRE NE SERONT PAS DEVOILÉS

La raison d'Etat c'est la loi du milieu

La grande presse s'est alarmée après la décision brusque du gouvernement Mayer de dévaluer la piastre, c'est-à-dire, de lui ôter son taux arbitraire et mensonger.

Les titres d'affiliation ont fleuri la une de la plupart des journaux. « Atmosphère de catastrophe » fut le leit-motiv pendant ces quelques jours. Ne croyez nullement qu'il s'agissait de la misère noire du prolétariat sous la férule du fantôme Bao Dai et des colonialistes exploitateurs.

La grande presse défend ses amis : les trafiquants, et l'on peut affirmer qu'elle s'est montrée grand maître du Barreau. Est-ce à croire qu'elle avait certaines acointances et que l'arrêt passager du trafic va la priver d'une source de subventions occultes ? Tout porte à le penser et la lecture de ces feuilles le prouve avec discernement. Télégrammes, télégrammes, messages se sont entrecroisés considérablement. Il fallait agir vite et quoi de meilleur serviteur que cette grande prostituée, la presse de la Résistance qui n'a rien à envier, qui est tout à l'image de la presse d'avant guerre.

E. S.F.I.O. Daniel Mayer regrette qu'il y a quelques jours que la classe ouvrière soit absente du gouvernement et c'était là, d'après lui, la source de la politique réactionnaire du ministère actuel. Mais M. Mayer s'est gardé de nous préciser où et quand la classe ouvrière a été présente au gouvernement.

La S.F.I.O. représenterait-elle la classe ouvrière ? M. Daniel Mayer fait bien rire les ouvriers.

En 1936, les travailleurs en grève arrachaient des revendications et la S.F.I.O., au pouvoir ne faisait que s'incliner, que prêter la main au patronat en temporisant et en passant à la politique de « pause ». Quant aux gouvernements auxquels la S.F.I.O. a participé depuis 1944, ils ont tous été des gouvernements de remise en selle de la bourgeoisie et de son Etat et les ministres socialistes flics, briseurs de grève et assassins de prolétaires coloniaux, s'y sont chargés des plus ignobles besognes, aidés en cela jusqu'à leur départ par les ministres staliniens antigénéralistes et partisans des crédits de l'Intérieur et de la guerre.

Non, jamais la classe ouvrière n'a été présente dans les gouvernements et elle n'y sera jamais. Ceux qui ac-

cèdent dans les gouvernements se prétendant au service des travailleurs n'ont jamais fait que trafiquer de la classe ouvrière.

« L'Etat », expression de la société de classes et de la domination bourgeoise, ne peut que maintenir cette domination : au sein d'un gouvernement, un ministre « socialiste » ou « communiste » ne peut être, selon la formule de Léon Blum, qu'un gérant loyal du capitalisme.

Pour nous, c'est ailleurs que dans les gouvernements que la classe ouvrière prouve sa puissance, qu'elle peut manifester son pouvoir en se préparant à assumer les tâches révolutionnaires.

Devant cette puissance ouvrière se posent des tâches immédiates que nos camarades du groupe communiste libertaire Renault rappellent dans le dernier numéro de leur bulletin *Le Libertaire-Renault*. Ils invitent leurs camarades à se dresser contre les trafics des directions syndicales en éliminant les délégués ouvriers libéraux, sans qu'ils soient présentés officiellement par les coteries syndicales en contrôlant les délégués révocables et remplaçables à tout moment, responsables devant les ateliers qui les ont élus, et desquels ils doivent prendre toutes leurs directives pour les contacts avec le patron, de sorte que les délégués du personnel soient les exécutants de ceux qui les ont élus et non des boutiques syndicales auxquelles ils appartiennent. Nos militants Renault montrent ensuite qu'à côté de la question des délégués, dont les attributions sont très réduites, se pose la question majeure de la lutte revendicative permanente. Il s'agit alors, pour les travailleurs, de prendre en main leurs propres intérêts, de constituer la véritable unité ouvrière à la base, d'élaborer en dehors des pressions et propagandes politiciennes et syndicalo-policiennes, un programme et des modalités de lutte et cela dans les assemblées dont les comités contrôlés et révocables à tout instant ne sont que l'émanation.

C'est sur le lieu du travail que la classe ouvrière peut faire peser un poids énorme et décisif sur la vie politique et sociale.

C'est un fossé infranchissable qui sépare l'action directe du prolétariat, de l'exercice du pouvoir par les petits et grands bourgeois des hautes sphères des partis dits « de gauche ». Ces trafiquants de la classe ouvrière perdent de plus en plus la confiance des masses et la plupart des travailleurs savent aujourd'hui que la politique de gauche, c'est une politique de droite sous de beaux discours socialistes.

Les Daniel Mayer peuvent bien rentrer au gouvernement : ils feront la politique de Pinay et Mayer, comme l'ont fait Blum, Ramadier, le célèbre Félix Gouin et Jules Moch le flic.

La classe ouvrière ne peut pas partager le pouvoir : elle peut faire, elle fera la Révolution qui balayera la bourgeoisie et ses valets, les chefs S.F.I.O. et staliniens.

Une victime qui rendit ses défenseurs honteux

Pour nous, l'affaire était quasi réglée : on lui couperait la tête, au jeune indochinois Vo Van Tu liquidateur du sieur Phong Tan (fournisseur en vivres à l'armée française au Viet Nam, créateur d'une milice moudé saïgonaise, mouchard, agent du 2^e bureau, etc.). On lui couperait la tête puisque les braves journalistes s'ingéniaient depuis une semaine à camoufler l'aspect politique de l'affaire pour transformer celle-ci en crime de droit commun. Ah, ça, ils ont tous fait ce qu'ils ont pu de l'« Aurore » au « Monde », quant à l'« Huma », elle garda un silence prudent sur l'histoire, le silence des salauds. Une fois de plus, il est démontré que le picotin quotidien peut avoir la saueur du son, celui dont on nourrit les ânes et dont on remplit les seaux, les seaux-éponges de la guillotine !

Et pourtant non, malgré les louables efforts des précités, on ne lui coupera pas sa tête d'indochinois, de « Nague » comme disent les tueurs du corps ex-CHRISTIAN.

(Suite page 2, col. 1.)

Après le discours de Churchill

Le droit de parole et d'opinion ne reste qu'à WASHINGTON

NOUS avons vu comment l'impérialisme américain, par la voix du secrétaire d'Etat Foster Dulles, a répondu à l'offensive de paix, l'orientation toujours plus précise, plus déterminée des U.S.A. vers la guerre et qui provoque de temps à autre des ruades de la part des bourgeoisies européennes attelées au char américain, a donné lieu cette fois à une rebuffade de l'Angleterre.

Churchill, porte-parole du capitalisme anglais, s'est nettement déclaré pour une conciliation entre l'Est et l'Ouest. Cette attitude a emporté l'opinion générale de la bourgeoisie, et Attlee, leader du Labour Party, a approuvé chaleureusement le discours du Premier ministre.

Cette rebuffade est loin cependant d'une rébellion ouverte contre Washington. Elle n'est en réalité qu'une de ces manifestations, pour l'honneur, désespérées, des capitalistes européens dont le sort dépend uniquement de l'impérialisme yankee. Leurs difficultés intérieures, le danger que courent leurs possessions en Afrique et en Asie sont suffisants pour les rappeler à plus de modestie. La bourgeoisie française a du reste jugé bon de faire le silence devant l'incartade de Churchill, et bien que ce dernier lui ait reproché sa passivité et son manque de ressort. Le jeu d'équilibre entre les puissances capitalistes, à peu près du même ordre, a disparu depuis longtemps au profit de la supériorité incontestable des Etats-Unis.

Le mécontentement du gouvernement américain, la colère de Mac Carthy n'avaient qu'un but intérieur aux Etats-Unis dans le cadre de la préparation psychologique du peuple à la guerre.

Le seul résultat pratique du discours de Churchill s'est fait sentir au Moyen-Orient. Son discours par lequel il a essayé de faire entendre que l'empire britannique avait encore toute sa puissance a eu pour effet de tendre à l'extrême les relations anglo-egyptiennes. Cela aura suffi certainement au Premier ministre pour ne pas insister, car la pratique impérialiste des vieilles nations européennes s'oppose, par la réaction des peuples coloniaux, à l'intérêt des U.S.A. qui sont prêts à soutenir, dans le cas de l'Egypte, le général Néguib. Et Foster Dulles s'est trouvé justement au Moyen-Orient au moment de l'assaut de Churchill.

Il ne fait aucun doute que l'Angleterre, toujours réaliste, va reculer et essayer d'arranger les choses et conserver ainsi son hégémonie tout en faisant la politique américaine.

Mais si la prise en charge, et pour son propre compte, de tous les intérêts des impérialismes européens en Asie et en Afrique reste le but des U.S.A., la lutte pour leur indépendance des peuples coloniaux sera « le bâton dans les roues ». Les accords circonstanciels que peuvent accepter les leaders coloniaux n'engagent aucunement le sens de la lutte anti-impérialiste des Egyptiens, des Indochinois ou des Nord-Africains. Et le rôle des prolétaires européens dans le combat anti-impérialiste est des plus importants. C'est aux organisations révolutionnaires, dans la perspective du TROISIEME FRONT REVOLUTIONNAIRE, de leur en faire prendre conscience.

R. CARON.

L'arrestation de M. Masmoudi représentant du Néo-Destour en France

MERcredi dernier, alors que « Le Libertaire » sortait tout juste des presses, nous apprenions que M. Masmoudi, président de la Fédération du Néo-Destour, venait d'être arrêté, boulevard St-Michel, par des inspecteurs de la D.S.T. Dès jeudi matin, à 7 h. 45, il fut acheminé vers Tunis par avion.

C'est de Tunis, en effet, qu'est arrivé l'ordre lancé par un juge militaire, d'arrêter M. Masmoudi pour le livrer aux sbires de la dictature colonialiste de Tunisie.

Quel prétexte a été invoqué pour justifier cet enlèvement à la fasciste par une police semi-secrète, du type gestapo ? On accuse simplement M. Masmoudi de faire partie d'une association de malfaiteurs.

Ce chef d'accusation est une chose bien connue. C'est, en effet, sous ce vocable que l'on condamnait nos camarades libertaires d'après la Commune de Paris, en vertu des célèbres lois dites : « lois scélérates ».

C'est aujourd'hui la procédure qu'emploie Franco l'assassin lorsqu'il fait fuir nos camarades de la C.N.T., espagnole et de la F.A.I. (Fédération anarchiste ibérique).

Le procédé est simple : il consiste à appeler l'action politique délit de droit commun. C'est ainsi que nos camarades qui avaient organisé la dernière grève de Barcelone, il y a deux ans, ont pu être condamnés à mort.

C'est le procédé qui consiste à appeler les organisations politiques et syndicales « non conformes » du nom d'associations de malfaiteurs et de condamner ainsi les membres des organisations.

Mais ce procédé, quel est son nom ?

C'est typiquement un procédé fasciste, qui permet de déporter ou de fuir à volonté les adversaires de la dictature, suivant les besoins d'une clique colonialiste, tout en conservant une apparence extérieure de justice « démocratique ».

Cependant, cette nouvelle preuve est une preuve terrible et irréfutable de la fascisation totale des régimes coloniaux.

C'est ainsi que les travailleurs doivent considérer les pays colonisés comme des pays où règne la terreur fasciste.

Mais cette fois-ci, l'arrestation arbitraire, c'est-à-dire l'acte fasciste, s'est produit en France. C'est la preuve qu'il est possible de perpétrer des actes de fascisme, même en ce pays. Et, s'il y a loin de la coupe aux lèvres, il n'y a pas loin de la Tunisie à la France, surtout ceux qui mènent le jeu en Tunisie le mènent aussi en France.

La lutte des travailleurs tunisiens est donc aussi celle des travailleurs français. Contre cette menace redoutable, les travailleurs doivent s'unir et se dresser.

P.-S. — Voici ce qu'écrit le *mi-sérable* Tréno, de « Franc-Tireur », au sujet de l'arrestation :

« La D.S.T. — cette police politique secrète dont personne, depuis la Libération, n'est parvenu à nous débarrasser — s'est aussitôt acquittée de la tâche. On n'osa pas, en effet, confier à une police ordinaire, la Sûreté nationale, par exemple, une opération aussi « louche ».

Ainsi, la D.S.T., ça c'est caca pour M. Tréno, tandis que les policiers ordinaires, ah ! voilà des bons flics, ceux qui mettent la croix en l'air devant les grévistes et... en font des massues !

Alors, la police avec vous, M. Tréno ? ou vous avec la police ?

M. MOREAU.

LES ADEPTES DE MAC ARTHUR A L'O. T. A. N.

Nous avons raison EISENHOWER, C'EST LA GUERRE

Le 12 mai dernier, la Maison Blanche a annoncé le remaniement de l'état-major combiné. L'amiral Radford a été nommé au poste militaire suprême. Les généraux Twining et Ridgway et l'amiral Carney sont nommés chefs des trois armées, respectivement l'air, la terre, la mer.

Cet événement a deux effets. Le premier a peu d'incidence sur le plan politique et dépend essentiellement de la stratégie militaire. Il peut être considéré comme une revanche de la marine sur l'aviation américaine. Celle-ci se traduira par une suprématie de la marine, et en particulier des porte-avions sur l'aviation classique de bombardement à partir de bases fixes.

Le deuxième effet a une grande incidence sur le plan politique. La nouvelle équipe a une position qui pourrait se condenser ainsi : « Asie au premier plan. » Les nouveaux généraux ont tous fait leur carrière dans le Pacifique et ont donc tendance à considérer les problèmes asiatiques comme primordiaux.

Mais le fait essentiel réside dans la manière qu'ils ont de considérer et de résoudre les problèmes.

On sait que Radford a des vues à peu près identiques à celles de Mac Arthur. Il ne cache pas qu'il est partisan d'une « action énergique » en Asie, allant jusqu'à (et peut-être plus loin !) bombardement stratégique de la Chine et de la Mandchourie.

Ainsi, Eisenhower et sa clique de dirigeants ont mis sur pied un nouvel appareil de guerre. Ceci

vient confirmer notre article d'il y a quinze jours relatif à Pan-Mun-Jom, où nous disions que l'armistice de Corée était un mythe et les discussions autour des prisonniers une duperie.

Les Américains viennent de prouver que non seulement ils ne veulent pas la paix en Corée, mais qu'ils sont même disposés à généraliser la guerre en Asie en déclarant la guerre à la Chine.

Le bloc stalinien est le grand gagnant sur le plan de l'offensive de paix. Et il pouvait aller de l'avant sans crainte puisqu'il est certain que le capitalisme américain est acculé à la guerre. Par contre, le bloc américain n'est pas certain que les staliniens veulent la guerre immédiatement... et il est sûr qu'ils peuvent encore attendre.

Donc, sur le plan militaire, mise au point définitive du système de guerre américain.

Sur le plan de la politique intérieure des Etats-Unis, la nouvelle nomination a aussi une incidence. En effet, les pouvoirs du nouveau chef suprême sont accrues par le nouveau projet et il jouit de l'au-

torité suprême déléguée par le président, commandant en chef des forces armées et du secrétaire à la défense. Dans ces conditions, dans quelle mesure ce haut personnage militaire à la tête d'un état-major conçu sur un modèle se rapprochant de celui de l'ancien Generalstab nazi se limiterait-il à ses fonctions militaires ?

Il semble qu'au contraire le dispositif d'un coup de main fasciste aux Etats-Unis soit en place.

En résumé, le remaniement de l'état-major apparaît comme la mise en place des hommes du système militaire d'Eisenhower que nous avons défini dans le n° 334 du « Libertaire », intitulé « Eisenhower c'est la guerre ! ».

Sur le plan pratique, il se traduit par un renforcement des dangers de guerre et par une intronisation des cadres du fascisme à l'intérieur des Etats-Unis.

Une nouvelle fois l'analyse communiste libertaire a été juste. Nous avons prévu et expliqué en principe tout ce qui se réalise aujourd'hui en fait.

P. PHILIPPE.

LE LIBERTAIRE ne peut vivre que par l'aide constante de ses Lecteurs

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

INTERNATIONALE ANARCHISTE

SOUSCRIVEZ ! ABONNEZ-VOUS !

C.C.P. René LUSTRE — PARIS 8032-34

L'arbitrage obligatoire est un moyen de combattre les revendications légitimes de la classe ouvrière

PRÈS plusieurs semaines de vacances, Mayer-Rothschild était en pleine forme lors de la rentrée parlementaire pour « défendre les travailleurs ».

Devant les députés de province et de Paris, confortablement installés dans leur fromage et devant le public élégant des tribunes du Palais-Bourbon, le successeur de Pinay est revenu demander qu'une organisation légale de l'arbitrage soit mise sur pied pour régler les différends ouvriers-patrons.

Une fois de plus il est donc question d'arbitrage obligatoire. Qu'est-ce à dire ?

Cela signifie simplement que lorsque des conventions collectives et des accords de salaires ne pourront être conclus entre exploitants et exploités au sein de la commission supérieure des conventions collectives ou à l'occasion de rencontres entre syndicats ouvriers et patronaux, on fera appel à des spécialistes qui décideront en dernier ressort.

Cela signifie que les travailleurs seront légalement tenus de reprendre le labeur après décision de tiers dont on se demande jusqu'à quel point ils ne se rangeront pas carrément à l'avis patronal et dans quelle mesure ils ne seront pas influencés directement par le C.N.P.F. ou le ministère des Finances.

On sait que l'arbitrage obligatoire, en 1937, 1938 et 1939 a permis au patronat de reprendre une grande partie de ce qu'il avait cédé en 1936 à la classe ouvrière, en s'interposant purement et simplement entre salariés et employeurs et cela même quand les décisions de l'arbitre étaient rejetées unanimement, quoique pour des raisons opposées, par les travailleurs et les patrons.

L'arbitrage obligatoire est l'écran de protection qui, placé entre exploitants et exploités protège la bourgeoisie et l'Etat en dissimulant les antagonismes de classes. C'est une des meilleures trouvailles du réformisme pour freiner l'élan revendicatif et démolir les travailleurs. A ce titre il doit être énergiquement combattu.

LIB.

La « défense » honteuse

(SUITE DE LA PAGE 1)

prédicatoire), on ne lui a infligé que dix ans de travaux forcés : une aubaine quoi. Et tous les requins de maintenant s'exaltent sur cette « justice » française, si honnête, loyale et compréhensive. Les stalinistes eux, sortent de leur léthargie en publiant un compte rendu du procès en 32 lignes sur une colonne. Pour les défenseurs paillardés du peuple vietnamien, faut ce qu'il faut, surtout quand tout danger de poursuites pour apologie du crime politique est passé !

Aussi, dans cette atmosphère d'euphorie, pourquoi faut-il que les libertaires une fois de plus, fassent entendre une note discordante ? Parce que ce genre de procès est extrêmement révélateur. En fait de justice équitable et charitable, on a vu des accusateurs honteux de la victime qu'ils défendaient et de la « cause » pour laquelle cette victime avait été exécutée. Oui, messieurs les juges et jurés, cette affaire était belle et bien politique, vous avez été obligés de le reconnaître, et la Radio elle-même, par la voix du rigolo Frédéric Petterche (l'homme du « achetez mieux, achetez moins cher » et du « bâtiment va ») sérieuse pour une

fois, nous fit assister dans « Actualités de Paris » du lundi 11, à l'embarras très net des justiciers.

On se met à leur place : d'un côté, un jeune homme de 24 ans, Van Tu, sérieux et travailleur, dont l'attitude digne impose au tribunal. Son histoire, en 1942, étudiat en Indochine, interrompue ses travaux et lutte contre le fascisme japonais, perd sa mère déportée par ceux-ci. En 1945, lutte dans les rangs du Viet-Minh, blessé, démobilisé, vient à Paris en 1949. Etudie et travaille, fait connaissance de Phong Pan et l'exécute le 14 avril 1950. De l'autre côté, Phong Pan, larbin du colonialisme français, fournisseur de l'intendance militaire, s'enrichit avec le sang de ses frères exploités. Non content de ses talents de vampire, crée le « Front Populaire Cochinchinois » en réalité gang pro-colonialiste, rançonnant ou assassinant les partisans d'une résistance anti-française (« Vous Français, avez connu sous l'occupation la Gestapo et la Milice. Pour nous, le Front Populaire Cochinchinois c'était la même chose », dira Van Tu à l'audience). Enfin, le négociant dénoncé à qui mieux mieux et ce qui devait lui arriver arrive : sa tête est mise à prix par le Viet-Minh, conséquence des plus logiques... En réalité, cela est très simple, le

La seconde grève de la R.A.T.P. fut un succès

Le personnel des Métro-Bus s'est de nouveau mis en grève mardi dernier, dans une proportion sensiblement égale à la semaine dernière.

Comme tous les mouvements qui l'ont précédée, cette action a pour but d'appuyer les revendications du personnel, notamment celles portant sur le retour des salaires comparables à ceux des ouvriers qualifiés de la Préfecture de la Seine. Le personnel de la R.A.T.P. entend aussi manifester sa volonté de sauvegarder son statut menacé sur bien des points par les dispositions des projets financiers du gouvernement.

Quelques jaunes des Centrales F.O. et Syndicat Autonome-Traction ont travaillé sous la protection des flics et des C.R.S. armés de mousquetons.

Ouvriers du Gaz et de l'Electricité font face aux menaces de réquisition

Les travailleurs du Gaz de France et de l'Electricité de France ont fait grève mercredi matin.

Cette action est menée dans le prolongement des nombreuses grèves de harcèlement qui ont eu lieu au cours des dernières semaines pour l'aboutis-

sement des revendications du personnel, notamment : récupération des points, convocation de la Commission supérieure des Conventions collectives, relèvement du salaire de base avec maximum d'augmentation garantie généralement fixée à 6.000 francs.

A ces revendications s'ajoute aujourd'hui « le retrait des projets Mayer en ce qu'ils visent le statut national ».

Après la grève de la Marine Marchande Une preuve convaincante

L'arbitrage obligatoire est néfaste

M. René Mayer a remis hier soir aux délégués C.G.T. et C.F.T.C. des

Jugez...

« L'Appel aux Travailleurs » du dernier C.C.N. de la C.G.T.-F.O. se prononce pour :

- Une politique de hauts salaires ;
- Le maintien des conquêtes sociales ;
- La réalisation du plein emploi.

Mais, le Syndicat F.O. de la R.A.T.P. précise qu'il ne veut en aucun cas participer à un mouvement de 24 heures fait en semaine, n'ayant comme résultat que de priver les travailleurs parisiens de leur transport.

Une manière comme une autre de mitigier la trahison et la démagogie.

et comparez...

M. Gaston Tessier et M. Bouladoux ont déclaré à M. René Mayer :

« C'est la hausse du coût de la vie qui provoque le mécontentement actuel des travailleurs. »

Dans tous les mouvements revendicatifs, grèves, la C.F.T.C. participe à l'action commune des travailleurs.

Phong Tan a été supprimé comme on accomplit un acte de salubrité et gageons que c'est dans cet état d'esprit que Van Tu a dû agir. Peu importe qu'il ait été commandé ou non « officiellement » par le Viet-Minh, l'acte est et reste politique. En tout cas, dans cette affaire, toute la gadoùe rejaillit sur le colonialisme français et son dévoué serviteur. Parant de la victime, le procureur général lui-même constate avec mépris : « Il s'est enrichi... comme tous les fournisseurs aux armées, c'est bien connu... ». Et maints autres témoignages aussi peu flatteurs pour la victime et le système qu'elle servait.

En fin de compte, le tribunal, afin de classer et éteindre rapidement cette peu reluisante (pour le colonialisme français et ses méthodes) affaire, et seulement pour cela, n'a pas osé condamner Van Tu aux travaux forcés à vie, châtiment ordinairement réservé aux crimes politiques. Tel quel, ce jugement est pourtant une ineptie et ne nous empêchera pas de protester comme de telles comédies. En coupable (selon la loi bien entendue) et on lui donnait le maximum, ou bien il n'aurait fait que de se défendre (selon également certains témoignages) et il était relâché. En bref, Van Tu est condamné à 10 lourdes années de travaux forcés pour le principe.

Vois-tu ce qu'il en coûte de liquider un répugnant personnage, Van Tu ? Par là de toi, un quelconque rebouteux de service a dit « il est normal et n'a rien de l'anarchiste délinquant » (sic), ça ne nous empêche pas de te donner raison.

La semaine prochaine

LE LIBERTAIRE paraîtra sur 4 PAGES

CAEN Les cheminots font respecter la démocratie ouvrière

JEUDI 30 avril à 14 h. 15, près de 700 cheminots sont rassemblés place de la Gare pour une grève d'une heure comme les y avaient conviés les bureaux locaux C.F.T.C., F.O., C.G.T., Cadres, C.F.T.C. et F.O. et le S.P.I.D. A 14 h. 45, le secrétaire de secteur C.F.T.C. donne connaissance d'un ordre du jour préparé à l'avance par les fédérations précitées on n'entend parler de convention collective, abrogation, réunion, harmonisation, etc., cet ordre du jour n'est même pas mis aux voix, à peine terminé, un militant syndicaliste unitaire prend la parole au nom de ceux qui ont participé à toutes les luttes syndicales et au nom des délégués dans les conférences régionales et nationales M.T. et agents de train, ce camarade développe les points d'un ordre du jour qu'on lira ci-dessous et qu'il met aux voix. Adopté à l'unanimité dans l'enthousiasme des cheminots de base il sera porté au chef d'établissement ; puis le secrétaire du secteur C.G.T. prend à son tour la parole et donne une déclaration, honnête et loyale se déclare solidaire de l'ordre du jour présenté par ce camarade et qui a d'ailleurs été signé par l'ensemble

des ouvriers de dépôt et des roulants présents, il faut, dit-il encore, défendre notre programme des conférences nationales, quelques cadres présents ayant manifesté leur mécontentement des explications carant lieu au milieu des ouvriers assemblés.

Voici le texte de l'ordre du jour adopté :

« Les cheminots de Caen, service traction, exigeant des fédérations syndicales, l'application du programme et rien que du programme revendicatif établi dans les conférences nationales du matériel et de la traction et n'acceptent de se battre que pour ce programme général. Salaire de base 30.000 fr. ; acompte immédiat 5.000 fr. ; retour aux 40 heures sans diminution de salaire ; suppression des abattements de zone ; revalorisation des primes de traction sur la base de 1938 ; révalorisation de l'emploi dans les filières M.T. sédentaires ; péréquation intégrale des retraites.

J. D. (correspondant.)

LA RUINE LES GUETTE !

RAFFINERIE DE SUCRE DE SAINT-LOUIS (Marseille)

Les bénéfices progressent d'année en année :

1948	59.100.000 francs
1949	115.400.000 »
1950	178.500.000 »
1951	207.200.000 »
1952	221.000.000 »

(Documentation du « Libertaire »)

officiers et marins de commerce le texte de la sentence arbitrale qu'il a rendu dans le conflit de la marine marchande.

Le président du Conseil précise d'abord que « le gouvernement ne peut envisager l'application, dans la marine marchande du régime de travail sur la base de 40 heures par semaine, qui serait différent de celui qui est prévu par la convention 93, signée à Seattle le 6 juin 1946, pratiquée en fait par les marins marchands étrangers avec lesquelles la nôtre se trouve en concurrence ».

La revendication syndicale tendait à l'octroi de trois journées supplémentaires de repos par mois. M. Mayer, ne pouvant la rejeter entièrement du fait de la puissance et de l'unanimité de la grève des équipages, propose alors une demi-journée supplémentaire par mois d'embarquement pour le cabotage et les marins, et une journée pour les officiers au long cours.

On ignore encore quelles seront les réactions syndicales, notamment au Havre, où les officiers ont décidé de ne pas s'embarquer si le texte de la sentence ne leur paraît pas acceptable.

A la S.N.C.F. : les Cadres et F.O. contre l'action ouvrière

Le syndicat des Cadres cheminots affilié à la C.G.C., a décidé, au cours de la réunion extraordinaire tenue lundi soir, de ne pas participer à un mouvement de grève se situant immédiatement avant ou après les fêtes de la Pentecôte, afin de ne pas gêner les déplacements importants qui se produisent chaque année à l'occasion de ces fêtes.

Toutefois, les pourparlers continuent entre les syndicats et la direction de la S.N.C.F. pour arriver à un aménagement des salaires. L'unité d'action est donc mise en échec par les cadres et F.O. qui refusent tout contact direct avec la C.G.T. et la C.F.T.C. doit assurer la liaison.

Malgré ces dissensions, le principe d'une grève de 24 heures demeure maintenu par la C.G.T. et la C.F.T.C., mais est reporté au mercredi 27 mai, vu le manque d'unité.

Le code du travail d'Outre-Mer tripoté par M. Pflimlin

Pflimlin, ministre de la France d'outre-mer, a télégraphié à tous les hauts-commissaires et gouverneurs une circulaire concernant l'application du code du travail dans les territoires d'outre-mer.

La circulaire en question a pour but de rendre inopérant le code.

Qu'on en juge :

« Code travail définitivement voté par l'Assemblée nationale 23 novembre. Publication « J.O. » interviendra prochains jours.

« Département entreprend élaboration textes réglementaires et instructions définissant modalités applications.

« Aucune application code ne doit être envisagée avant publication ou notification de ces textes et instructions.

« Attire particulièrement attention sur points suivants :

« Application code ne doit pas entraîner majoration taux salaires horaires.

« Hausses salaires correspondront seulement à heures supplémentaires selon barèmes que vous aurez à fixer

dans conditions à définir par textes application.

« Article 237 code prévoit pour gouverneurs faculté instituer régime de prestations familiales. Ne faudra user cette faculté qu'avec circonspection, compte tenu notamment circonstances économiques et selon modalités que proposeront textes applications et instructions.

« Vous signalez dès à présent que notion prestations peut couvrir non seulement allocations en espèces, mais toute autre forme aide à famille et enfants, répondant à besoins de nature familiale africaine.

« Veuillez faire comprendre à représentants travailleurs nécessité délai pour mise au point application sérieuse et bien adaptée.

« Mettez-les en garde contre illusion qu'application Code du Travail peut modifier rapidement et profondément leurs conditions de vie.

Autrement dit, avec ou sans code, les travailleurs africains seront, comme toujours, surexploités.

Ce qui est curieux, c'est qu'il y ait eu des naifs, notamment à F.O. et à la C.F.T.C., pour avoir quelques illusions à ce sujet.

Nouvelles de Suisse

Logements à « bon marché » pour les économiquement forts

CONSTATONS encore une fois que nos autorités ne se soucient guère de la situation parfois tragique des citoyens moins fortunés, de ceux qu'on appelle d'un euphémisme à la mode, des personnes au revenu modeste. La construction d'habitations à des prix abordables (sinon bon marché) continue à rester encore un désir pieux. Dix millions de francs ont bien été votés depuis longtemps dans ce but à Genève, mais les plans de constructions continuent à dormir dans les cartons des bureaux compétents. Pendant ce temps, des centaines de familles menacées d'évacuation attendent depuis des mois qu'on leur assigne un logement au loyer correspondant à leurs maigres ressources. Car les logements modernes et confortables qui se construisent, ceux-là, à une cadence accélérée, comportent des loyers au chiffre astronomique, qui ne pourraient évidemment convenir au gagne-petit. Mais nos édiles sont bien nantis et peu leur chaut des malheureux qu'on menace de jeter à la rue, avec leurs gosses et leurs pauvres hardes.

Cette question des logements est une des plus angoissantes qui soient, dans les centres urbains. Dans une récente votation sur le plan fédéral, la population avait, comme on le sait, rejeté nettement toute atteinte au contrôle des prix, et il paraissait entendu que ce dernier resterait en vigueur pendant quatre ans encore. Mais — nous l'avons déjà souligné en son temps, et depuis on en a eu la confirmation — des influences des milieux financiers ont joué à Berne, et il est en ce moment carrément question de procéder dès l'année prochaine déjà à des augmentations substantielles. Comme quoi il est démontré une fois de plus que les autorités fédérales, loin de faire respecter à la lettre la volonté des citoyens, ne craignent pas de passer outre, lorsque se trouvent en jeu les intérêts supérieurs de messieurs les possédants.

Les typographes demandent une réduction des heures de travail

Le contrat de travail de la typographie en Suisse devant venir à échéance sous peu, la Fédération des typographes a soumis à l'organisation patronale une série de revendications, dont la première a trait à une légère réduction de la durée du travail. C'est une question qui a été soulevée à maintes reprises, particulièrement lors de crise qui a sévi il y a quelque vingt ans et au cours de laquelle des centaines d'ouvriers se trouvaient accablés au chômage. A ce moment-là, on posait carrément la question sur le plan d'une durée de travail ne dépassant pas les quarante heures. Que cela paraît loin déjà !

S'il y a une revendication qui a sa pleine raison d'être, parce qu'elle représente une amélioration réelle et tangible dans la condition des travailleurs, c'est bien celle de la réduction des heures de travail. Cette exigence est plus que jamais justifiée par le progrès incessant du machinisme, par la cadence toujours plus accélérée du rendement et la nécessité de faire bénéficier les ouvriers d'un nombre accru d'heures libres pour leur repos et leurs loisirs. L'horaire actuel est, on ne peut plus suranné et, si l'on considère par surcroît que, profitant du plein emploi actuel, des ouvriers n'hésitent malheureusement pas à fournir encore des heures supplémentaires, il y a lieu de mettre tout en œuvre pour que cette revendication aboutisse au mieux des intérêts bien compris des travailleurs.

Car à ce point de vue aussi, les travailleurs suisses sont loin de se trouver à la tête du progrès social, comme on a trop souvent l'air de le croire. Dans maints pays — dont certains seraient soi-disant, moins évolués sous le rapport de la protection sociale — en France surtout, en Italie, en Autriche, en Angleterre, sans parler des Etats-Unis, l'horaire hebdomadaire de la plus grande partie des industries a été, depuis bien des années, ramené à quarante heures et moins de travail.

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10^e)
C.C.F. 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.
Pour changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Le Gérant : René LUSTRE

Impr. Centrale du Croissant
14, rue du Croissant, Paris-2^e
F. RACHON, Imprimeur.

Manifeste du Communisme Libertaire

Il y a longtemps qu'une telle brochure était attendue. Les militants souhaitaient avoir un jour en main une « somme », renfermant en quelques pages l'essentiel de nos conceptions, un résumé à la fois clair et complet de la doctrine du communisme libertaire, une plaquette d'un format commode pouvant être mise entre les mains de milliers de sympathisants et permettant au propagandiste de retrouver rapidement les positions-clés à opposer à l'adversaire.

Cette brochure, diffusée largement dans tous les groupes et dans tous les milieux où nous pouvons avoir quelque influence, sera un des instruments du développement de notre Fédération Anarchiste et de la vulgarisation de ses principes.

La Commission d'Editions.

Au service de la propagande
Lisez, faites lire à tous vos camarades de travail
MANIFESTE
du
COMMUNISME LIBERTAIRE
Problèmes essentiels
La brochure, 60 fr. : franco, 75 fr.
C.C.F. René LUSTRE, Paris 8032-34